



27 Boulevard Saint Martin – 75003 PARIS

Site : <http://www.sitecommunistes.org>

Hebdo : hebdo@sitecommunistes.org

Courriel : communistes@sitecommunistes.org

<https://x.com/PRCommunistes>

04/06/2026

Le congrès de la CGT a démarré ; analyse du rapport de Sophie Binet : En marche vers l'institutionnalisation et la collaboration de classe

Le congrès de la CGT a commencé sans surprise. Le ton est donné le 1^{er} juin, première journée du congrès, concernant le rapport de Sophie Binet, secrétaire-générale de la CGT. Nous retrouvons les mêmes manques ou omissions, les mêmes formulations insupportables, la même incompréhension affichée du fonctionnement du capitalisme, les mêmes manœuvres verbales pour effacer la lutte des classes. Nous examinons cette contribution, mais nous ne saurions trop conseiller à nos lecteurs ne l'ayant pas fait de lire nos différents articles, à la lumière de ces deux contributions, aucune n'est ligne à changer.

Nous nous en sommes tenus à quelques extraits significatifs, en nous arrêtant à la page 8 (sur 23), mais tout le reste est à l'avenant. Florilège et commentaires.

Une vision idéaliste et mensongère du syndicalisme

Page 2

« Pas question de reproduire entre nous les logiques de disqualification que nous combattons à l'extérieur. Il n'y a pas de "traître" ou de "gauchiste" dans cette salle, rien que des camarades. La force de nos débats, c'est qu'entre nous, on ne peut pas se raconter d'histoire. Nous savons, car nous le vivons chacun et chacune au quotidien : une mobilisation ne se décrète pas d'en haut, elle se construit. Et c'est tout l'enjeu de notre Congrès pour progresser collectivement : refuser les débats de posture pour se dire franchement les difficultés et les possibilités de mobilisation effective. »

Le syndicalisme n'est pas unique. S'il n'existe pas de traîtres, car pour trahir, il faut avoir changé de camp, il y a pléthore de partisans de l'aggiornamento, de la conversion définitive de la CGT à la collaboration de classe, comme outil du système auquel elle sera désormais complètement intégrée. Commencer par dire qu'une mobilisation ne se décrète pas d'en haut, c'est le premier justificatif d'une orientation dédaignant le rapport de force, c'est le premier pas de la dissuasion de la grève, avant les appels sans lendemain et les journées saute-mouton. Expliquer qu'il faut la construire, sans dire que c'est justement le rôle de la confédération et qu'elle se refuse depuis trois ans de remplir ce rôle, est une sacrée prouesse mensongère.

S'il n'y a pas de gauchistes, le mot ayant été totalement déformé par l'idéologie dominante, il existe des travailleurs ayant besoin d'un syndicat de lutte des classes et se battant pour le préserver. **Il y a donc, dans ce congrès, des camarades aux positions antagoniques : ceux voulant combattre le capitalisme d'un côté, et le bloc de ceux voulant l'aménager, de ceux s'en contentant, de ceux y trouvant leur petit intérêt personnel de bureaucrate, de ceux pensant que c'est le fin du fin de la démocratie. Un bloc hétérogène constitue la majorité probable du congrès et suit les pas de la direction confédérale, hétérogène, mais d'accord sur l'essentiel : empêcher le retour de la CGT au syndicalisme de lutte des classes.**

Une analyse du capitalisme complètement erronée, faisant passer l'idéologie avant l'économie

Page 3

« Parce que le capitalisme est en train de muter. Nous passons du capitalisme néolibéral qui visait à mettre les États à son service, au capitalisme libertarien qui veut détruire l'État et supprimer toutes les règles. Son objectif est clair : remplacer le droit par la loi du plus fort. C'est-à-dire la loi du plus riche. »

Voilà un condensé de toutes les bêtises affirmées, voire théorisées depuis deux ou trois ans par la direction de la CGT. L'erreur fondamentale, comme quoi la direction de la CGT, il faut le dire, n'est certes pas la seule à commettre, est de penser que l'idéologie est première. Les phases du capitalisme seraient liées à un courant idéologique porté par une frange dominante. Ce laïus idéaliste est vieux comme la social-démocratie. Et il a forcément pignon sur rue quand le but n'est plus de détruire le capitalisme, voire de le combattre, mais de l'aménager. Toute analyse du système capitaliste ne prenant pas en compte les rapports d'exploitations, les questions économiques, le pourquoi fondamental des choix du Capital, à savoir la baisse tendancielle du taux de profit est erronée. La direction de la CGT se trompe résolument ! **Il n'existe pas de capitalisme libertarien, pas plus que de capitalisme néolibéral. Il y a un stade impérialiste dans lequel on ne distingue plus, comme avant, un capital industriel, un capital rentier, un capital bancaire, mais un concentré dans lequel chacun est actionnaire de tout, le Capital financier. Il y a un stade impérialiste, dans lequel le marché est unique, c'est la planète, et pour gagner des parts de marché, plus que jamais, les multinationales ont recours à la guerre. Enfin, il existe un stade impérialiste dans lequel le bloc occidental voit sa domination ébranlée par un bloc rival mené par la Chine et la Russie. Ce stade est en voie d'achèvement depuis la fin de la seconde guerre mondiale et surtout depuis la fin de l'URSS, mais, en aucune manière, il n'a changé de nature depuis 1945.**

La fable, très répandue, notamment à gauche en France, de la fin du droit, mérite que l'on s'y arrête un peu. Le droit est et a toujours été fonction du rapport de force entre les classes, à l'intérieur des États comme au niveau international. La loi du plus fort, c'est la matrice du droit depuis l'existence de la société de classe. L'idée selon laquelle le capitalisme aurait pu produire des règles justes est une faribole. Le capitalisme produit les règles dont il a besoin, dans la mesure du rapport des forces. Et quand il lui arrive de produire des lois justes, c'est parce qu'il n'a pas le choix ou qu'il y a un intérêt économique. Les différents modèles sociaux en Europe de l'Ouest entre 1945 et la fin des années 80 étaient une obligation en raison de l'existence des pays socialistes en Europe de l'Est. Et, lorsque Adam Smith, peu avant 1830, se prononce en faveur de l'abolition de l'esclavage, qui sera chose faite par le Royaume Britannique en 1833, ce n'est pas par grandeur d'âme, mais du fait que l'esclavage est « un mode de production dépassé » qu'il faut remplacer les travailleurs de force sans compétence particulière par des salariés ayant une spécialité, une qualification, même minimale.

Le capitalisme n'a jamais voulu la démocratie, rien n'a changé !

Page 4

« Pour le capital, la démocratie est maintenant un problème. C'est la raison pour laquelle l'alliée indispensable du capital, c'est l'extrême droite. L'extrême droite se nourrit des impasses de la mondialisation néolibérale. Elle prospère sur le déclassement. ».

La première phrase n'est pas simplement stupide, elle porte le discours dominant tentant de nous faire assimiler capitalisme et démocratie au sens réel du terme. Or, la démocratie bourgeoise, forme politique la plus fréquente des États capitalistes, n'a rien à voir et n'a jamais rien eu à voir avec la démocratie réelle. C'est le creuset de la domination de la classe capitaliste, de la société de l'exploitation de l'Homme par l'Homme. Si la démocratie est un problème maintenant pour le Capital, c'est qu'il ne l'était pas avant et donc, le rapport de la direction de la CGT nous dit: il y a eu des formes d'exploitation qui étaient... démocratiques ! On marche sur la tête. **Associer la démocratie réelle au système capitaliste, sous prétexte qu'il permet un suffrage universel mythifié alors que c'est bien la classe bourgeoise qui décide du résultat des élections, est non seulement une erreur, mais un choix de soutenir le Capital.** Pas de traîtres, disait-elle!

En revanche, la deuxième phrase est avant tout stupide, résumant en partie l'incompréhension totale que les dirigeants actuels de la CGT ont du fonctionnement, non seulement du système capitaliste, mais de la société de classe en général. Qu'est-ce qui est si difficile à comprendre dans le concept de classe dominante ? La classe dominante domine, seule à dominer, elle ne passe d'alliance avec personne, en revanche, utilise tous les courants politiques à son service ; quand la droite et la gauche sont usées, elle sort du chapeau Macron, issu de la gauche et rassemblant aussi à droite, et quand les Macronistes sont usés, il ne lui reste que le RN ou la FI. Dans le passé, la classe bourgeoise a passé une alliance avec les couches populaires, notamment entre 1789 et 1795, mais c'était alors une classe dominée, et ses alliances étaient des alliances de classes, pas avec des courants idéologiques, toujours subordonnés à la classe ou la frange de classe qu'ils représentent. **L'extrême droite n'est pas une alliée du Capital, c'est un de ses instruments.**

Un corporatisme « trans-classes » peut en cacher un autre !

Page 5

« Pas de confusion, pas de relativisme. Le Rassemblement National n'est-pas-un-parti-comme-les-autres. Il remet en cause les fondements mêmes de notre République : l'égalité, le droit du sol, les libertés, l'État de droit. L'extrême droite ne doit jamais être mise dos à dos avec aucune autre force politique ! L'histoire nous l'a appris

: si elle prend souvent le pouvoir par les urnes, elle fait tout pour ne jamais le rendre en s'attaquant à tous les contre-pouvoirs : justice, presse, monde de la culture, universitaires, syndicats ! Alors oui, il faut le dire et le répéter sans détour : l'extrême droite est la pire ennemie du monde du travail. Nous en avons malheureusement la preuve chaque jour. Les travailleuses et les travailleurs sont les premières victimes des guerres de l'internationale d'Extrême Droite. »

Ce florilège est particulièrement significatif des errements de la direction actuelle de la CGT. Après la « démocratie », nous avons droit à la « République », et les billevesées sur l'égalité et les libertés, comme si la République impérialiste française n'avait jamais permis la liberté et l'égalité. Dans ces temps où il est de bon ton de faire un parallèle entre ce que nous vivons et les années 30 en Europe, il est intéressant de noter l'utilisation du possessif « notre » devant République. Qui est ce nous à qui appartient la fameuse République ? C'est une nous mythique au-delà des classes. Au lieu de remplacer les classes sociales par le concept faux de « les Français » ou la « France » comme le fait le RN (et Retailleau et Attal), on le remplace par le concept tout aussi faux de « la République ». Les deux utilisations servent un même but : empêcher la compréhension de la division de la société en classes antagoniques. La direction de la CGT utilise, au même titre que les ultra-réactionnaires, des concepts corporatistes, au sens que le mot avait du temps du fascisme des années 20/30/40 : l'union par-delà les classes ; fait au nom d'une mythique République, plutôt qu'au nom du racisme ne change rien à l'affaire.

Passons sur le concept très qu'étrange de « guerres de l'Internationale d'extrême-droite », une « Internationale » n'existant que dans l'imagination des dirigeants de la CGT. Rappelons le tout de même, dans l'agression impérialiste de l'Iran, les USA et la Russie sont dans deux camps différents et les guerres ne sont le fait d'aucune internationale inventée mais le produit du système capitaliste, encore plus à son stade impérialiste.

Il est difficile de voir à quel moment de l'histoire le fascisme a combattu la justice, la presse ou même le monde universitaire, il s'est contenté d'utiliser la première, de contrôler la deuxième et d'épurer le troisième. De nouveau, on nous évoque un concept de l'idéologie dominante, celui des contre-pouvoirs, en-dehors évidemment de tout rapport de classes. Le seul contre-pouvoir dans la société capitaliste, c'est le prolétariat organisé en classe et ses organisations. Dans cette affirmation fautive et encore dans l'idée que « l'extrême-droite ne doit jamais être mise dos à dos avec aucune force politique », on trouve encore la négation ou l'effacement des classes. Même si le concept d'extrême-droite n'est jamais défini, il s'agit du fascisme, on le comprend. Dans sa définition du fascisme, Dimitrov dit : « *Le fascisme, c'est le pouvoir du Capital financier lui-même* ». Alors, quelle différence de nature avec les autres forces politiques, de droite et de gauche, qui, au stade impérialiste, sont au service du même Capital financier ? Rappelons, c'est toujours utile, cette phrase de Maurice Thorez prononcée le 6 février 1934 : « *Il n'y a pas de différence de nature entre la démocratie bourgeoise et le fascisme. Ce sont deux formes de dictature du Capital. Le fascisme naît de la démocratie bourgeoise. Entre le choléra et la peste, on ne choisit pas.* ». Tout ceci appelle deux remarques.

Premièrement, cette obsession au sujet de l'extrême-droite est bien un moyen de cacher la lutte des classes, fort probablement en connaissance de cause la direction de la CGT choisit ce moyen. Quand on produit un document d'orientation assumant autant la fin des luttes et la conversion à la collaboration de classe, il est logique de tout faire afin de détourner les militants de la lutte des classes, en tentant de leur faire croire que notre ennemi n'est pas la classe capitaliste mais le concept flou d'extrême-droite.

Deuxièmement, cela apporte de l'eau au moulin de celles et ceux qui, dans le mouvement communiste, s'interrogent fortement sur la pertinence de la réponse au fascisme apportée en 1935 par l'Internationale à savoir, les unions de type front populaire. Là encore, avec le discours de la CGT, on tente de voler au secours de la « démocratie », de la « République », bref de la démocratie bourgeoise. Et cela contribue à installer l'idée que le fascisme (ou l'extrême-droite) serait quelque chose de différent du capitalisme, alors que c'en est simplement une forme particulière, probablement moins particulière au moment actuel du stade impérialiste que dans les années 30.

Les pseudo-victoires de la collaboration de classes

Pages 7 et 8

Voici le compte des « victoires » remportées apparemment par la CGT, à moins que ce ne soit l'intersyndicale : « *4 Premiers ministres contraints à la démission ! · 5 réformes enterrées : celles de l'assurance chômage à DEUX reprises, celle du Code du travail, celle de l'audiovisuel public, celle de la fonction publique ! · Deux budgets d'austérité en partie vidés de leur contenu : les 3 jours de carence dans la fonction publique, le vol de 2 jours fériés, le doublement des franchises médicales, le gel des pensions et de toutes les prestations sociales, la taxation des apprentis et des CSE... Tout cela est passé à la trappe grâce à notre mobilisation ! · Et, cerise sur le gâteau, le roi des mythos Gabriel ATTAL démasqué et arrêté par la CGT ! Avis aux vautours et autres rats qui rodent : le 1er mai est à nous ! Vous ne nous le volerez jamais ! Et le point central, les retraites. Nous avons refusé de tourner la page et nous avons tenu parole : nous avons fait échouer le conclave et décalé l'application de la réforme. ».*

L'éloignement entre ces gens et la réalité est sidérant, mais également leur capacité à mentir, notamment sur les chômeurs radiés ou plus indemnisés, et la brèche béante ouverte au sujet du premier mai. A commencer par le fait de ne surtout pas écrire que la bataille contre la réforme des retraites de Macron a été perdue, de peur que les militants aient le malheur d'interroger la stratégie perdante. Notons aussi le culot de la phrase « nous avons fait échouer le conclave », alors que la direction de la CGT y a participé malgré les oppositions internes, s'y est accrochée mordicus et n'en est partie que contrainte et forcée. Mais, surtout, nous voyons une focalisation sur le lieu de décision, l'Assemblée nationale, devenu la préoccupation majeure de la direction de la CGT, à la place de la construction du rapport de force. Car rappelons-le, ces soi-disant victoires n'ont pas été obtenues par la lutte. Au contraire, la stratégie de la CGT et de l'Intersyndicale a été de tuer dans l'œuf les luttes, comme les suites du 10 septembre 2025. Ces mensonges font partie de toute cette opération consistant à cacher que la CGT abandonne la lutte des classes et à vanter des acquis inventés et à polariser l'attention des travailleurs sur les institutions. On ne saurait mieux prouver l'intégration au système de la direction de la CGT. La suite sonne comme un demi-aveu : « *Camarades, personne ne rejoint pas une équipe qui perd. Valoriser nos victoires, c'est se donner la force de continuer. Soyons la CGT de la gagne ! Soyons la CGT des bonnes nouvelles !* ». **Donc, lorsqu'il n'y a pas de gagne, il reste les bonnes nouvelles, quitte à travestir la vérité, avec ce que cela comporte de mépris de classe, comme si les travailleurs ne le savaient pas, tout ceci est de la poudre de perlimpinpin.**

« A chaque fois, les ingrédients de la victoire sont les mêmes : l'unité et la mobilisation. L'unité est souvent décisive pour que les salarié.es s'engagent dans une mobilisation. En 36, en 68, en 95, en 2003, 2006, 2010, 2016, 2019, 2023, les grandes luttes et victoires sociales ont toujours été unitaires. La technique du patronat, vous le vivez chacune et chacun dans vos boîtes, c'est toujours diviser pour mieux régner. C'est la raison pour laquelle nous faisons l'inverse ! C'est l'unité qui bloque les stratégies de cavaliers seuls, c'est l'unité qui évite de négocier les virgules sur la feuille de route patronale ou gouvernementale ! C'est l'unité qui empêche gouvernement et patronat de choisir leurs interlocuteurs ! ».

Après avoir essayé de nous vendre des pseudo victoires, la secrétaire-générale de la CGT, tente aussi de nous vendre le fait que l'unité des logos, l'unité des appareils bureaucratiques, l'unité des acteurs du dialogue social, autant dire de la collaboration de classe, serait bénéfique pour les travailleurs en lutte. Or, ce qui permet de gagner n'est pas l'unité des sigles, mais celle des travailleurs. Il faut noter que dans cette liste, s'agissant des 30 dernières années, les seules fois où une victoire a été obtenue, en faveur des cheminots et tramainots en 1995, pour tous en 2019, ce fut sans la présence de la CFDT. La réalité est parfois cruelle avec les porteurs de propagande vide de sens. La réalité c'est que mis à part le CPE en 2006 et la retraite à points en 2019, toute cette énumération, après 1968, est celle de défaites des travailleurs en lutte, défaites parfois atténuées (en 2003), mais défaites quand même. On ne peut pas sereinement analyser l'état du rapport de force, ni la stratégie des luttes sans être capable de pointer les moments où nous avons gagné et ceux où nous avons perdu, ni, surtout, sans interroger la stratégie afin de savoir le pourquoi de nos défaites. Ce n'est pas que les dirigeants de la CGT soient incapables de faire ce bilan, ils ne veulent absolument pas le faire, pour pouvoir continuer leur orientation mortifère pour la classe prolétaire, de fin des luttes globales et d'institutionnalisation totale de l'organisation. Le « syndicalisme rassemblé » est, avec l'absence de parti révolutionnaire pesant, la principale raison des échecs des luttes des prolétaires depuis 35 ans ! Si cette réalité était étalée sur la place publique de la CGT, cela obligerait à changer de ligne du tout au tout, mais, par voie de conséquence, à remettre en cause telle ou telle sinécure au sein de l'appareil, jusqu'à des directions de syndicats. **Les gens décidant dans la CGT et ceux profitant tranquillement de la même CGT ont décidé d'accepter le système capitaliste et de ne pas scier la branche sur laquelle ils sont assis.**

En conclusion

Les syndicats présents ou représentés au congrès représentent 554 693 voix de syndiqués. Lors du vote sur le bilan de l'activité passée de la direction, 543 655 voix ont été portées dans le vote dont 34 560 abstentions (6,35 % des votants) et 509 925 exprimés (93,65 % des votants). Parmi les exprimés, 414 347 voix se sont portées sur le « pour », soit 81,36 % et 94 948 sur le « contre », soit 18,64 %. Cela constitue une approbation manifeste du bilan de la direction sortante, contrastant avec ce qui s'était passé en 2023 où le bilan, pour la première et unique fois dans l'histoire de la CGT, avait été repoussé de justesse. Tout semble donc rentré dans l'ordre. Pourtant, cet article le montre une nouvelle fois, après tous les autres écrits par nous sur ce sujet, l'orientation suivie par la direction et celle qu'elle propose ne sont pas de nature à satisfaire les militants de lutte des classes. Ils sont manifestement moins nombreux par rapport au 53^{ème} congrès, certains se sont peut-être assagis ou résignés, peut-être aussi ont-ils quitté la CGT. En tout cas, concernant le Parti Révolutionnaire Communistes, n'ayant cessé d'alerter sur les dangers que recèle ce congrès, ce résultat est conforme à ce que nous prévoyions, malheureusement. Mais ce n'est pas une bonne nouvelle pour les syndicalistes de lutte des classes. Nous le montrons une nouvelle fois, ce que portent les dirigeants actuels de la CGT, ainsi confortés, c'est le syndicalisme

de collaboration de classe, la fin des luttes, le lobbying envers les élus, la participation aux magouilles politiciennes de la gauche, et l'institutionnalisation définitive, l'intégration au système capitaliste. Enfin, d'un point de vue idéologique, l'obsession de l'extrême-droite cache de moins en moins ce virage essentiel : la CGT n'a plus comme ennemi la classe dominante, le Capital, mais un seul des courants idéologiques la représentant, épargnant les autres. On remplace le combat exploités contre exploités par le combat d'une union au-delà des classes contre une autre, une forme de corporatisme, contre une autre.

Attendons de voir ce que donnera le document d'orientation voté à l'issue du congrès, en tout cas, **la direction de la CGT pourra toujours cacher ou taire la lutte des classes, mais ne pourra y mettre fin. Elle ne pourra pas empêcher que les travailleurs s'organisent, dans des organisations de classe, pour lutter en faveur de leurs droits et pour renverser le capitalisme.**